SÉANCE DU MERCREDI 14 DÉCEMBRE 1921.

PRÉSIDENCE DE M. VISART DE BOCARMÉ, DOYEN D'ÂGE.

SOMMAIRE :

Communications, page 27.

Prestation de serment : M. Falony, p. 27.

Suite de la vérification des pouvoirs, p. 27.

La séance est ouverte à 2 heures 45 minutes.

MM. Rubbens et Van Severen, les deux plus jeunes membres de l'assemblée, prennent place au bureau en qualité de secrétaires provisoires.

COMMUNICATIONS.

M. Dierkens, indisposé, et M. Galopin, retenu par un deuil de famille, s'excusent de ne pouvoir assister aux séances.

— Pris pour information.

PRESTATION DE SERMENT.

M. Falony, dont les pouvoirs ont été validés dans une séance précédente, prête serment.

SUITE DE LA VÉRIFICATION DES POUVOIRS.

M. le président. — La parole est à M. Hallet pour donner lecture d'un rapport de la 3^e commission.

M. Hallet, rapporteur. — Messieurs, au cours des travaux de la 3^e commission, il a été proposé de vérifier la question de l'apparentement pour les arrondissements de Furnes-Dixmude-Ostende et de Bruges.

Voici l'exposé des faits au sujet desquels la commission est unanimement d'accord.

Les parrains des listes libérale et socialiste de Bruges en déposant leur présentation de candidats ont employé pour l'apparentement la formule suivante :

« Wij behouden ons het recht voor te verklaren ons, ten aanzien van de verdeeling der zetels, tot éene groep te verbinden met de kandidaten van lijsten, in andere kiesarrondissementen der provincie voorgedragen. »

« Nous nous réservons le droit de déclarer former groupe, au point de vue de la répartition des sièges, avec les candidats de listes présentées dans d'autres arrondissements électoraux de la province. »

Cette formule, incorrecte, avait été publiée par erreur au *Moniteur belge* du 17 octobre 1919, comme étant le texte flamand correspondant au texte français ci-dessous :

« Nous autorisons ces candidats à former groupe, au point de vue de la répartition des sièges, avec les candidats des listes présentées dans d'autres arrondissements électoraux de la province. »

Le gouvernement, s'apercevant de l'erreur commise, a fait publier au *Moniteur* du 22 octobre 1919, la traduction exacte de la façon suivante :

ERRATUM. — *Moniteur* du 17 octobre (page 5484, formule F), dans le texte flamand remplacer le deuxième alinéa par le texte suivant :

« Wij machtigen deze kandidaten te verklaren zich, ten overstaan van de verdeeling der zetels, tot éen groep te verbinden met de kandidaten der lijsten in andere kiesarrondissementen der provincie voorgedragen. »

Cette vérification n'est pas parvenue à la connaissance des présentants et des candidats de la liste libérale et de la liste socialiste, qui ont donc employé la première formule flamande extraite du *Moniteur* du 17 octobre.

En recevant cette présentation, le président du bureau principal de Bruges, pris d'un doute, adressa au ministre de l'intérieur le télégramme suivant :

« Le texte flamand de la formule F, insérée au *Moniteur* 17 octobre 1919, ne constitue pas une autorisation donnée aux candidats par les électeurs qui les ont proposés à user du droit de groupement, mais une réserve d'user de ce droit qui appartient aux candidats eux-mêmes. Dans certaines listes de présentation on a suivi ce texte erroné. Prière donner instructions. »

« Président du tribunal, BUREAU FLAMAND. »

ANN. PARL. CH. DES REPR. — SESSION ORDINAIRE DE 1921-1922.

Le premier ministre, ministre de l'intérieur, répondit par la dépêche que voici :

« Président tribunal Breges. »

« Suite votre télégramme 5 courant je vous signale que texte flamand formule F a fait objet *erratum* publié au *Moniteur* 22 octobre 1919, page 5599. Bureau principal seul compétent pour statuer. Toutefois l'emploi de la formule officielle non rectifiée ne paraît pas de nature à mettre en doute volonté des présentants d'autoriser candidats à former groupement. »

« Premier Ministre. »

Il est encore à remarquer que la première publication faite au *Moniteur* portait la note suivante :

« Ingeval de kandidaten niet gebruik maken van het recht zich met andere lijsten te vereenigen is deze melding weg te laten. »

« Mention à omettre dans le cas où les candidats n'usent pas des droits de former groupe avec d'autres listes. »

Et en employant la dite formule, les parrains et les candidats ont donc bien manifesté leur volonté d'autoriser l'apparentement. Postérieurement, ils ont effectué légalement l'apparentement dans les formes requises.

Il a apparu à la commission, bien que la formule employée n'ait pas été strictement conforme à la rectification du *Moniteur*, que les prescriptions légales étaient dans ces conditions remplies à suffisance de droit et que l'intention des présentants et des candidats a été formellement exprimée et ne peut être mise en doute. C'est pourquoi la commission, à l'unanimité, est d'avis que l'apparentement est valable.

Le rapporteur,
MAX HALLET.

M. le président. — La discussion est ouverte sur les conclusions de ce rapport.

La parole est à M. Helleputte.

M. Helleputte. — Messieurs, nous venons d'entendre la lecture du rapport de la commission qui a été chargée d'examiner les opérations électorales de la Flandre occidentale, et nous constatons que dans l'acte d'apparentement de certaines listes il y a eu une erreur. Cette erreur est incontestable, mais, d'après les déclarations mêmes de M. le premier ministre, elle n'est pas de nature à vicier les résultats des opérations électorales. Donc, d'après cette autorité, l'apparentement est valable.

C'est, messieurs, exactement le cas de l'élection de Saint-Nicolas... (Exclamations et rires à l'extrême gauche.)

M. Fischer. — C'était prévu!

M. Helleputte. — Je dis donc que c'est exactement le cas qui s'est présenté dans la Flandre orientale, pour l'arrondissement de Saint-Nicolas. Là aussi il y a eu une erreur ou, si vous le voulez, une irrégularité...

M. Huysmans. — Là il y a eu omission.

M. Vanderveelde. — Je demande la parole.

M. Helleputte. — Cette irrégularité, pas plus que celle commise dans la Flandre occidentale, n'est de nature à vicier les résultats des opérations électorales. Il faut donc, si la Chambre se prononce séparément sur chacun de ces deux cas, que ses résolutions soient concordantes. On ne comprendrait pas qu'on voit dans un sens pour la Flandre orientale et dans un autre sens pour la Flandre occidentale.

Je répète d'ailleurs ce que je disais hier, parce que c'est là, me semble-t-il, le fond même du débat. Si vraiment un de ces actes d'apparentement était vicié au point de nuire à la régularité des opérations électorales, il faudrait recommencer les élections pour tous les arrondissements dont les listes sont apparentées. Cela me paraît tout à fait clair, et c'est précisément parce qu'il ne saurait entrer dans l'idée de personne de vouloir recommencer toutes ces élections qu'il n'y a qu'une seule solution à adopter, c'est de valider les opérations de la Flandre occidentale comme celles de la Flandre orientale. (Très bien! à droite. — Protestations à l'extrême gauche.)

M. Fischer. — C'est un câble, ce n'est pas une fiole!

M. Helleputte. — Si c'est un câble, c'est d'autant plus fort. (*Rires à droite.*)

M. le président. — La parole est à M. Vandervelde.

M. Vandervelde. — Pour quiconque a lu le rapport présenté par M. Pierco et a suivi attentivement la lecture du rapport que vient de faire M. Max Hallet, il sera évident que, dans le premier cas, il y a omission d'une formalité exigée par la loi et que, dans le second cas, il y a simplement usage d'une traduction fautive faite par le gouvernement.

Dans le premier cas, les conditions pour qu'il y ait apparemment n'existent pas; dans le second, tout le monde se rend compte qu'il serait absurde de rendre les parrains responsables d'une erreur qui a été commise par le ministre de l'intérieur.

A DROITE : Et rectifiée.

M. Vandervelde. — D'autre part, personne ne peut mettre un instant en doute que les cent électeurs qui ont présenté les candidats libéraux et socialistes à Bruges et à Ostende avaient consenti à l'apparementement.

Dans le cas de Saint-Nicolas, il y a les doutes les plus graves sur le point de savoir si les cent électeurs qui ont présenté M. Van de Walle ont consenti à l'apparementement.

M. Raemdonck. — Il n'y a aucun doute : les parrains vous l'ont dit hier. Au moment de l'apparementement, ils étaient au courant, voilà ce qu'ils vous ont dit hier.

M. Troolet. — C'est l'aveu que la déclaration d'apparementement n'avait donc pas été faite, puisqu'ils l'ont faite avant-hier seulement. (*Protestations à droite.*)

M. Vandervelde. — En réalité, messieurs, la cause est entendue, et j'estimerais prendre le temps de la Chambre en prolongeant ce débat. Je demande donc que, conformément à ce qui avait été décidé hier, nous passions immédiatement aux voix.

M. le président. — Messieurs, je dois faire remarquer à la Chambre que ce n'est pas l'élection de Saint-Nicolas qui est en discussion en ce moment, mais uniquement les élections de la Flandre occidentale.

La parole est à M. Buyl.

M. Buyl. — Messieurs, je ne puis absolument pas accepter la thèse qui vient d'être défendue par M. Helleputte, et j'en parle sans aucune préoccupation de parti, car, même sans apparementement, mon cocandidat libéral d'Ostende serait élu et moi j'ai été proclamé élu comme ayant obtenu le quotient électoral. (*Rires et applaudissements ironiques à droite.*)

Messieurs, il n'y a aucune ressemblance entre le cas de Saint-Nicolas et celui d'Ostende-Furnes-Dixmude et Bruges. Comme l'a dit M. Vandervelde, les parrains de M. Van de Walle n'ont pas du tout manifesté leur intention d'autoriser leur candidat à s'apparementer, tandis que les socialistes de Bruges et les libéraux de l'arrondissement d'Ostende-Furnes-Dixmude ont nettement manifesté leur intention d'autoriser l'apparementement. Ils se sont, comme on l'a dit, servi de la formule flamande telle qu'elle a paru au *Moniteur*; mais il y a plus, ils se sont servi du texte de la formule que j'ai ici sous les yeux et qui a été distribuée par le président du tribunal de première instance de Bruges, de même que par celui du tribunal de première instance de Furnes.

Comment pourrait-on, dans ces conditions, rendre les parrains responsables d'un acte posé par les présidents des tribunaux qui se sont servis de la formule envoyée par le gouverneur de la province? (*Aux voix! aux voix!*)

M. le président. — La parole est à M. Woeste.

M. Woeste. — Messieurs, il semble qu'on ne veuille pas fixer suffisamment l'attention de la Chambre sur le point principal du débat qui devrait faire jurisprudence, si réellement les opinions émises tout à l'heure l'emportaient, bien que ces opinions ne soient consacrées ni par les précédents, ni par un texte de loi.

Les observations qui viennent d'être échangées se rapportent au point de savoir si le cas de Saint-Nicolas est absolument le même que celui de Furnes-Dixmude-Ostende. L'honorable M. Buyl vient de le contester, alors que j'entends à côté de moi des collègues qui disent que, lorsque l'on considère les choses en elles-mêmes, il y a eu à Saint-Nicolas réellement une autorisation qui a été donnée dans les conditions qui nous ont été exposées. Mais, pour moi, ce point est secondaire, et il semble qu'on veuille mettre sous le boisseau la question principale qui se pose et qui doit déterminer la Chambre à valider aussi bien l'élection de Saint-Nicolas que l'élection de Furnes-Ostende-Dixmude.

Il s'agit, en effet, d'une question de fait, de la question de savoir si toutes les formalités prescrites par la loi en pareil cas sont des formalités substantielles. Que dit la loi? Dans tel cas, il y aura nullité; dans tel autre cas, elle ne le dit pas. Quelle est la conséquence? C'est qu'il ne peut pas appartenir à la Chambre de se substituer à la loi et de dire que, dans tous les cas, il y aura nullité, alors que le législateur a pensé que cela n'était pas nécessaire dans tel ou tel cas.

Si j'insiste sur ce point, c'est parce que je fais ici un appel à la conscience de l'assemblée, et que je lui demande de ne pas décider le pour et le contre suivant que l'on peut avoir intérêt ou non à faire pencher la balance d'un côté.

On nous dit que ce qui n'est passé dans l'arrondissement Furnes-Ostende-Dixmude doit être approuvé ou au moins ne soulève pas d'objection de validité. Je ne demande pas mieux, et je n'y fais pas objection. Pourquoi en sera-t-il ainsi? Parce que les erreurs signalées ne doivent pas faire compte. Mais si les erreurs ne doivent pas faire compte parce que la loi ne le dit pas dans ce cas, pourquoi l'erreur ferait-elle compte dans une autre hypothèse où la loi ne le dit pas non plus?

Voilà la question telle qu'elle se pose. Je l'indique clairement; vous ne pouvez pas décider dans un cas que tout est sacramental et dans un autre cas identique que tout n'est pas sacramental. Si la loi l'avait dit, il faudrait s'incliner; quand la loi ne le dit pas, vous ne pouvez pas vous substituer à elle, à moins d'émettre un vote de parti. (*Vifs applaudissements à droite.*)

M. le président. — La parole est à M. Helleputte.

M. Helleputte. — L'honorable M. Buyl vient de confirmer singulièrement ma manière de voir. D'un côté on dit qu'il y a eu omission d'une formalité et que, par conséquent, l'élection doit être invalidée. Or, l'erreur commise pour les élections de la Flandre occidentale vaut omission. La situation est donc la même que pour la Flandre orientale. (*Vives protestations à l'extrême gauche.*) C'est l'évidence même. On ne peut pas dire blanc d'un côté et noir de l'autre en invoquant les mêmes considérations.

Nous avons à examiner les deux questions en principe et à les résoudre conformément à l'impartialité qui doit être de règle dans les discussions de ce genre. Or, le cas que nous discutons est analogue à celui que nous avons discuté hier. (*Bruit à l'extrême gauche.*)

Je ne discute pas le cas de Saint-Nicolas parce que M. le président nous a invités à ne pas le faire (*bruit à l'extrême gauche*), que cette question a été discutée hier, que les diverses opinions sont connues. Je dis simplement que le cas qui nous occupe est analogue à celui de Saint-Nicolas. Cela doit m'être permis, je pense. Dès lors, si la Chambre veut agir raisonnablement, elle doit valider les deux élections.

M. le président. — La parole est à M. Van Belle.

M. Van Belle. — Messieurs, l'honorable M. Helleputte vient de nous dire qu'il y a en quelque sorte une situation identique en Flandre occidentale et en Flandre orientale. On veut absolument, à droite, assimiler les deux cas. L'honorable M. Woeste va même jusqu'à dire que, puisque la loi n'emploie pas les termes : « il y aura nullité », le cas de la Flandre orientale est résolu et celui de la Flandre occidentale par-dessus le marché.

Mais, messieurs, ces termes « il y aura nullité » ne sont pas absolument indispensables. Il existe précisément une jurisprudence à ce sujet. M. Vandervelde rappelait hier que si une liste était présentée cinq minutes après l'heure fixée par le président, cette liste n'était plus reçue, que ce retard était considéré comme un cas de nullité. Or, que dit l'article 269 de la loi? Il dit que les déclarations d'apparementement sont présentées aux lieux et jours fixés par le président. Il ne dit pas qu'il y aura nullité si la présentation n'est pas faite dans ces conditions, et cependant vous appliquez la nullité.

M. Brifaut. — C'est l'esprit de la loi.

M. Van Belle. — Il en est absolument de même pour ce qui concerne les déclarations d'autorisation d'apparementement. L'article 270 dit : « La déclaration de groupement des listes de candidats n'est recevable que si l'acte de présentation les y autorise. » Or, il me semble que si on emploie cette formule « si l'acte de déclaration les y autorise », la condition est tellement formelle qu'elle équivaut à une clause de nullité.

Par conséquent, il n'y a pas d'assimilation possible entre les deux cas. D'un côté, il y a une omission complète de la déclaration d'apparementement, de l'autre côté, il y a emploi d'une formule qui n'est pas, dites-vous, la formule légale.

Mais, messieurs, je vous retourne maintenant l'argument que M. Pussemier faisait valoir hier. Il disait : La loi exige une déclaration d'autorisation d'appareusement. Mais elle ne dit pas dans quelle forme cette déclaration sera faite. Nous constatons précisément hier qu'il n'y avait pas eu de déclaration d'autorisation, tandis que, dans le cas qui nous occupe, la déclaration d'autorisation existe. On n'emploie pas les termes tels qu'ils sont fixés dans la formule corrigée du *Moniteur*, mais on emploie une formule par laquelle on déclare que l'on veut s'appareuser. Voilà ce qui est essentiel. (*Marques d'approbation à l'extrême gauche.*)

La déclaration d'appareusement n'a pas été faite à Saint-Nicolas. Elle a été faite avant l'élection, dans le vœu de la loi, dans la Flandre occidentale. Les listes présentées dans la Flandre occidentale ont donc été valablement apparees.

M. le président. — La parole est à M. Hymans.

M. Hymans. — Messieurs, je ne me lève que pour dire deux mots, ayant été mêlé comme président aux travaux de la troisième commission.

L'honorable M. Helleputte nous a dit tantôt : « L'incorrection qui a été révélée dans les formalités de l'élection de la Flandre occidentale vaut omission. » J'ai tenu à protester contre cette appréciation. Dans l'élection de la Flandre occidentale, il y a eu une manifestation certaine de volonté; en cette matière, nous devons reconnaître qu'on ne peut se contenter de ce que j'appellerai une volonté tacite : il faut une manifestation claire de la volonté de parrains.

M. Vanderveide. — Au moment de la présentation.

M. Hymans. — Elle s'est exprimée dans l'élection de la Flandre occidentale par l'emploi d'une formule officielle extraite du *Moniteur* et qui a été ensuite distribuée par le président du tribunal lui-même aux parrains des listes. L'administration s'est alors aperçue qu'elle avait fait une erreur et elle a fait publier une rectification au *Moniteur*, rectification qui n'est pas venue à la connaissance des parrains des deux listes en cause. Le président du tribunal a télégraphié au département de l'intérieur pour lui signaler ces faits.

Comme M. Hallet le dit dans son rapport, le ministre de l'intérieur a répondu que la déclaration d'appareusement est parfaitement valable. Aussi suis-je heureux de pouvoir dire que l'avis de la commission a été unanime : dans cette affaire, nous avons été vraiment des juges et non pas des hommes politiques; nous avons tenu à dire franchement notre pensée sur le fond; nous avons estimé que l'appareusement était valable, car nous avions une déclaration de volonté, exprimée dans une formule officielle dont l'incorrection est imputable au gouvernement lui-même.

Il ne peut donc y avoir l'ombre d'un doute au sujet de la validité de l'appareusement dans la Flandre occidentale et il ne m'est pas possible d'admettre cette conclusion de l'honorable M. Helleputte : l'incorrection vaut l'omission.

Un dernier mot. L'honorable M. Woeste a dit à la Chambre : prenez garde d'émettre un vote de parti. Nous ne pourrions, quant à nous, émettre pareil vote; en commission, — l'honorable M. Lemonnier y était avec moi, — nous avons examiné très attentivement cette affaire dans laquelle notre parti n'a aucun intérêt. Nous n'avons pas plus de sympathie d'un côté que nous n'avons d'antipathie de l'autre; nous nous sommes inspirés purement et simplement d'un sentiment de justice et de loyauté. C'est dans cette pensée que nous émettrons notre vote. (*Vive approbation à gauche. — Aux voix ! aux voix !*)

M. le président. — Nous allons passer au vote sur les conclusions du rapport.

A L'EXTRÊME GAUCHE : L'appel nominal ! l'appel nominal !

M. le président. — Voici la première partie des conclusions du rapport :

« Cette formalité essentielle n'ayant pas été observée, la commission conclut à l'annulation de l'élection de M. Van de Walle; elle se conforme ainsi au commentaire que fait M. Alfred Delroix de l'article 270. »

MM. Pussemier et consorts proposent un amendement ainsi conçu :

« Les soussignés ont l'honneur de proposer à la Chambre de valider le résultat des élections auxquelles il a été procédé dans la Flandre orientale et notamment dans l'arrondissement de Saint-Nicolas, tel que ce résultat a été proclamé par le président du bureau électoral provincial siégeant à Gand. »

M. Troclet. — On doit voter avant tout sur les conclusions du rapport.

M. le président. — Il y a lieu de se prononcer d'abord sur le cas spécial de l'élection de Saint-Nicolas. (*Oui ! oui ! sur divers bancs.*)

M. Pussemier. — Notre amendement doit être mis aux voix en premier lieu. (*Protestations à l'extrême gauche.*)

M. Huysmans. — On n'amende pas les conclusions d'un rapport. On vote pour ou contre.

M. Golenvaux. — Le rapport se termine par une proposition; celle-ci peut donc être amendée.

M. le président. — La parole est à M. Pussemier.

M. Pussemier. — Je demande que l'amendement que j'ai eu l'honneur de soumettre à la Chambre soit mis aux voix le premier. (*Nouvelles protestations à l'extrême gauche.*)

J'ai entendu tout à l'heure un de nos collègues interrompre en disant : Ce n'est pas un amendement. (*Bruit et interruptions à l'extrême gauche.*)

Le rapport porte simplement que la commission propose l'invalidation du résultat des élections, tel qu'il a été proclamé par le président du bureau principal. Le seul amendement qui pourrait être présenté à ces conclusions du rapport consistait à proposer la validation du résultat des élections tel qu'il avait été proclamé par le président du bureau principal siégeant à Gand.

Dans ces conditions, je considère que la formule que j'ai eu l'honneur de soumettre à la Chambre, avec M. Tschoffen, est valable et, conformément au règlement, je demande à M. le président de la mettre d'abord aux voix.

M. le président. — L'amendement de M. Pussemier tend à la validation de toutes les élections de la Flandre orientale. La commission, au contraire, propose l'annulation de l'élection de M. Van de Walle. Il me paraît que la Chambre doit se prononcer tout d'abord sur ce cas spécial de Saint-Nicolas. (*Oui ! oui !*)

VOIX A L'EXTRÊME GAUCHE : Aux voix ! aux voix ! (*Protestations à droite.*)

M. Pussemier. — Je demande la parole. (*Protestations à l'extrême gauche.*)

M. Carlier. — Cessez donc cette comédie !

M. Piérart. — C'est indécent !

M. Troclet. — C'est de l'obstruction.

M. Carlier. — Monsieur le président, c'est indécent. (*Protestations à droite.*)

M. Pussemier. — J'ai demandé la parole. (*Bruit.*)

M. Pepin. — M. le président a déclaré que l'on devait voter. Le vote doit donc être commencé et vous n'avez plus le droit de prendre la parole.

M. Pussemier. — J'ai demandé la parole sur la position de la question. (*Protestations sur les bancs socialistes.*) C'est mon droit et, malgré vos interruptions, je l'exercerai. (*Bruit et interruptions à l'extrême gauche.*)

J'estime avoir le droit de demander que la Chambre vote en premier lieu sur les conclusions que j'ai déposées d'accord avec M. Tschoffen.

A L'EXTRÊME GAUCHE : Non ! non !

M. Mathieu. — Et nous avons le droit de nous y refuser.

M. Pussemier. — J'en ai le droit parce que, dans mon amendement, je vise spécialement le cas de Saint-Nicolas. Je propose, en effet, séparément la validation de la Flandre orientale et celle de Saint-Nicolas. C'est donc bien un amendement au rapport et, dès lors, j'ai le droit de demander qu'il soit mis aux voix d'abord. (*Protestations sur les bancs socialistes.*)

M. le président. — Ne pourrait-on voter par division sur l'amendement de M. Pussemier et se prononcer d'abord sur les mots « notamment dans l'arrondissement de Saint-Nicolas » ? (*Protestations sur les bancs socialistes.*)

M. Vanderveide. — Je demande la parole.

M. le président. — Vous avez la parole.

M. Vanderveide. — Messieurs, la manière de procéder proposée par l'honorable M. Pussemier présente l'inconvénient que voici : lorsque nous aurons voté sur cet amendement et, comme il est assez probable, lorsqu'il sera repoussé, nous devons émettre un second vote pour savoir qui remplace M. Van de Walle. Or, il me paraît beaucoup plus simple de voter sur les conclusions du rapport de la commission. En procédant ainsi, un seul vote suffirait pour nous départager. (*Marques d'assentiment.*)

M. le président. — Je mets aux voix les conclusions du rapport.

NOMBREUSES VOIX SUR LES BANCS SOCIALISTES : L'appel nominal

M. le président. — L'appel nominal étant régulièrement demandé, il va y être procédé.

— Il est procédé au vote, par appel nominal, sur la première partie des conclusions du rapport de la quatrième commission.

176 membres prennent part au vote.

97 répondent oui.

79 répondent non.

En conséquence, la Chambre adopte.

Ont répondu oui :

MM. Declercq, Defaux, Dejardin, Delattre, Delvigne, Demblon, De Schutter, Destrée, Devèze, Doms, Donnay, Duchesne, Eekelers, Eibers, Ernest, Falony, Fischer, Flagey, Forthomme, Franck, Gevaert, Gris, Hallet, Hesseus, Hoen, Hubin, Huysmans, Hymans, Janson, Jouret, Jorez, Lampens, Lemonnier, Léonard, Mausart, Masson, Mathieu, Mar, Mechelynck, Molkemans, Meysmans, Mostaert, Moury, Neujean, Neven, Nichels, Ozeray, Pecher, Pepin, Périquet, Picard, Piérard, Pierco, Robyn, Samyn, Schevenels, Schinler, Soudan, Souplit, Troclet, Uytroever, Van Belle, Vandemeulebroucke, Vanderveelde, Van 'tvelde, Van Glabbeke, Van Hoeylandt, Van Landeghem, Van Remoortel, Vanseveren, Van Wallegem, Verlinden, Wauters, Allard, Amelot, Anseele, Berloz, Bertrand, Boedt, Bologne, Bouchery, Boveise, Branquart, Braun, Brenez, Brunet, Buisset, Butaye, Buyl, Carlier, Claes, Cnudde, Cocq, Colliaux, Crick, A. De Bruyne et Debunne.

Ont répondu non :

MM. De Burlet, De Coster, De Greve, De Keersmaecker, de Kerchove d'Exaerde, de Liedekerke, de Montpellier, De Wouters d'Oplinter, Drion, du Bus de Warnaffe, Duchatel, Fieulien, Gendebien, Goetgebuur, Golenvaux, Gollier, Helleputte, Heyman, Houtart, Huyshauer, Iweins d'Eeckhoutte, Jaspard, Mabilie, Maenhaut, Mampaey, Marck, Pirmez, Poncelet, Pouillet, Pussemier, Raemdonck, Ramaekers, Renkin, Reynaert, Richard, Rombauts, Rubbens, Sap, Schaetzen, Siffer, Sinzot, Theelen, Tibbaut, Tschoffen, Van Ackere, Van Caenegem, Van Cauwelaert, Van Cauwenbergh, Vanden Corput, Vanden Eynde, Van de Vyvere, Van de Walle, Van Dievoet, Vandromme, Van Hoeck, van Schuylenbergh, Verachtert, Vergels, Vermeersch, Wauwermans, Winandy, Woeste, Baels, Blavier, Boone, Brassiane, Brifaut, Brusselmans, Carton de Wiart, Catteuw, Colaert, Cousot, Cuelenaere, David, de Béthune, De Bruycker, R. Debruyne, De Due et Visart de Bocarmé.

M. le président. — Reste maintenant à mettre aux voix la seconde partie des conclusions du rapport de la 4^e commission. Elle est conçue comme suit :

« Par suite de cette annulation, il y a lieu de pourvoir à l'attribution du siège devenu vacant dans la province de la Flandre orientale.

» La liste de M. Van de Walle avait obtenu 520 voix, qu'il y a lieu de déduire du chiffre électoral provincial du groupe G, qui se trouve ainsi réduit à 8,478 — 520 = 7,958 voix. Ce chiffre étant inférieur au 9^e quotient du groupe C, soit 8,500, le 12^e siège complémentaire doit être attribué à ce groupe, qui doit le recueillir dans l'arrondissement de Saint-Nicolas, le seul où un siège reste vacant.

» Ce siège revient donc à M. Devos, second candidat de la liste appa-
rentée au groupe G dans l'arrondissement de Saint-Nicolas en qualité d'effectif, à M. Ysewyn en qualité de suppléant. »

Je mets ces conclusions aux voix.

— Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.

En conséquence :

M. Devos est proclamé membre de la Chambre des représentants et

M. Ysewyn est proclamé membre suppléant de la Chambre des repré-
sentants.

M. le président. — Nous passons aux conclusions du rapport de la 4^e commission concernant les élections de la Flandre orientale.

Je mets aux voix les conclusions de ce rapport, qui a été présenté à la
Chambre à la séance du 7 décembre.

— Ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.

En conséquence :

MM. Woeste, van Schuylenbergh, de Béthune, Robyn, Nichels, Iweins d'Eeckhoutte, Amelot, Soudan, Siffer, Maenhaut, Huyshauer, Pussemier, Van Ackere, Cuelenaere, Mechelynck, Braun, Anseele, Lampens, Cnudde, Gevaert, Raemdonck, Heyman, Van Hoeylandt, Tibbaut, Rubbens, Vandemeulebroucke et Vermeersch sont proclamés membres de la Chambre des représentants, et

MM. Moyersoën, Van Nieuwenhove, Eyckermans, De Windt, Bauwens, Vindvogel, Regibo, De Munnynck, Van de Velde, Van Poucke, Van de Wattyne, Van Risseghem, De Bock, Buysse, Desagher, Van der Brugge, Vercaemen, Van Sweden, De Pauw, Van Zeken, Van Haver, De Block, Seghers, Van Mossevelde, Crombeen et Bröckeaert sont pro-
clamés membres suppléants de la Chambre des représentants.

MM. Siffer, Pussemier, Van Acker, Cuelenaere, Maenhaut, Huyshauer, Lampens, Cnudde, Gevaert, Raem-
donck, Heyman, Van Hoeylandt, Tibbaut, Rubbens, Vandemeulebroecke, Vermeersch, Woeste, Van Schuy-
lenbergh, de Béthune, Nichels et Iweins d'Eeckhoutte
prêtent serment en flamand.

MM. Mechelynck, Braun, Anseele, Robyn et Soudan,
prêtent serment en français.

M. le président. — Il nous reste à entendre encore la lecture du rapport de la troisième commission sur les élections de la Flandre occi-
dentale.

M. Hymans. — Monsieur le président, nous n'avons pas terminé la
vérification des pouvoirs de certains élus de la Flandre occidentale. Nous
sommes encore en train d'examiner les résultats d'un bureau, qui sont
très embrouillés. Nous allons recommencer nos opérations à 4 1/2 heures,
mais je ne pense pas que le rapport puisse être terminé pour demain.

DES VOIX A DROITE : A mardi !

M. le président. — Plusieurs de nos collègues proposent de nous
ajourner jusqu'à mardi. (*Protestations à l'extrême gauche.*)

M. Troclet. — Allons-nous continuer à traîner ainsi ?

M. Hallet. — Nous nous réunissons à 4 1/2 heures pour prendre
connaissance des chiffres définitifs. Nous pourrions nous réunir demain,
monsieur le président.

M. le président. — Nous sommes donc en présence de deux pro-
positions.

Un certain nombre de membres demandent la remise à demain, mais je
dois faire observer que le rapport de la commission sur les élections de
la Flandre occidentale ne sera très probablement pas terminé pour demain.

M. Fischer. — Je fais la proposition formelle de siéger demain.
(*Protestations sur plusieurs bancs.*)

M. Marck. — M. Hymans vient de dire que la commission n'aura
pas terminé son rapport demain.

M. le président. — D'autre part, certains membres demandent
l'ajournement à mardi.

La commission ne pouvant terminer ses travaux pour demain, il
vaudrait mieux remettre la séance à mardi. (*Protestations à l'extrême
gauche. — Oui ! oui ! sur plusieurs bancs.*)

La proposition d'ajournement à mardi étant la plus radicale, je mets
cette proposition aux voix.

— La proposition, mise aux voix par assis et levé, est adoptée.

M. le président. — La Chambre s'ajourne donc à mardi.

— La séance est levée à 5 heures 50 minutes.

Mardi, séance publique à 2 heures.